

Entre volatilité et vaccins

Bilan conjoncturel et perspectives économiques de la Chambre de Commerce

LUXEMBOURG La Chambre de Commerce a dressé le bilan d'une année 2020 sinistrée par la crise sanitaire et économique et a fait le point sur les attentes des entreprises pour 2021, une année marquée par une grande incertitude et une volatilité considérable, entre de nouvelles restrictions sanitaires et l'espoir d'un impact positif des vaccinations.

Ainsi les défis pour les entreprises s'annoncent particulièrement nombreux et sont d'une envergure sans pareil.

Bien qu'affaibli par la crise, le Luxembourg s'en sort mieux que le reste de l'UE. Cela s'explique, en partie, par la structure de son économie, largement tournée vers les services et la finance (qui compte pour plus du quart de son PIB), un

secteur qui se porte bien jusqu'à présent. La relative santé des finances publiques a permis la mise en place rapide de mesures d'aides directes et indirectes aux entreprises et aux ménages. Après une hausse aux mois d'avril et mai, le taux de chômage reste plus élevé qu'en début d'année mais stable, autour de 6,3%. Selon les prévisions du Statec, en admettant que la pandémie soit contenue, la croissance devrait repartir à la hausse en 2021, sans pour autant retrouver son niveau d'avant-crise. La confirmation de cette tendance repose sur des facteurs difficiles à prévoir, tels que la trajectoire de la pandémie, les coûts supplémentaires qu'elle imposera à l'économie, la robustesse des secteurs et la confiance des consommateurs. Les résultats

de l'édition du 2^e semestre de l'enquête «Baromètre de l'Économie» sont plutôt encourageants. Il faut cependant préciser que l'enquête a été menée en septembre, à un moment où la probabilité d'un second confinement, partiel ou complet, avec une nouvelle fermeture de certains secteurs d'activité, semblait faible.

Le secteur de l'Horeca, comme quasiment tous les secteurs en grande difficulté, souffriront en 2021 de l'effet couplé d'une hausse du coût du travail et d'un manque plus ou moins grave de trésorerie. Dans ce contexte, la Chambre de Commerce appelle à soutenir davantage sur le plan administratif les secteurs particulièrement touchés par la crise, par exemple, par l'instauration d'un moratoire sans intérêts de retard sur le

paiement des dettes aux administrations publiques accompagnée d'une adaptation des délais de paiement aux capacités de remboursement des entreprises. Le secteur du tourisme qui souffre notamment - tout comme le secteur du transport de personnes - d'une chute marquée du tourisme d'affaires doit être soutenu.

D'autres secteurs se caractérisent par une certaine résilience. Il en est notamment du secteur financier, dont la diversification et le développement continu au cours des dernières décennies lui confère une certaine solidité. Face à la durée de la crise, il faut cependant s'attendre à des effets décalés et à un déphasage de l'impact sur les secteurs bancaire et d'assurance de clients ne pouvant plus honorer leurs engagements. LJ